

Ghassan Salamé (*)

de relations à

Les Echos

29/11/95



Elias Hraoui, fort d'un nouveau mandat, dispose-t-il d'une réelle marge de manœuvre, notamment vis-à-vis de la Syrie ?

Sa reconduction à la présidence de la République est plus la

confirmation du statu quo politique qu'une ouverture sur l'avenir. La tutelle de la Syrie sur le Liban est maintenue pour les questions de sécurité et la diplomatie. Mais une large liberté est laissée aux Libanais pour reconstruire leur économie et les infrastructures de leur pays. Enfin, une exclusion de fait reste appliquée à toute forme d'opposition réelle.

Ces trois facteurs régissent le pays depuis 1990 et ne seront pas remis en cause dans un avenir proche. Les élections législatives de l'été prochain devraient également refléter cet immobilisme politique.

Depuis les accords de Taëf, le rôle du président a été considérablement réduit. L'exécutif est désormais assuré par le gouvernement. La marge de manœuvre du régime reste grande pour les questions économiques, financières et administratives. Mais demeure extrêmement réduite pour la participation du pays au processus de paix et plus largement aux questions diplomatiques ainsi que dans le choix du personnel politique à la tête de l'Etat, décision qui relève fondamentalement de la Syrie.

Il existe, à l'extérieur, une sorte de résignation des pays arabes et de la communauté internationale à cet état de choses. Tous privilégient évidemment la situation actuelle à une reprise des hostilités.

Dans ce contexte, quel rôle le Liban peut-il espérer jouer dans le processus de paix au Proche-Orient ?

Sur un plan politique, ce rôle est automatiquement limité par la présence militaire syrienne massive sur son territoire. Depuis la conférence de Madrid, les Libanais ont dit qu'ils avanceront lorsque les Syriens avanceront et qu'ils s'arrêteront lorsque les Syriens s'arrêteront ; ce qui n'est pas nécessairement un mauvais choix si l'on tient à la préservation de la paix civile. Au vu de ses moyens réduits et de ses structures en équilibre fragile, le Liban ne peut pas jouer un rôle politique de premier plan dans la zone.

En revanche, il excellait dans trois domaines qu'il pourrait reconquérir aujourd'hui. Le pays a été une oasis de libre parole et de libre expression, et un corridor culturel où un vrai pluralisme idéologique et linguistique ont toujours cohabité. Enfin, Beyrouth a toujours été un coffre-fort financier protégé par la loi sur le secret bancaire, toujours en vigueur, et largement aidé par l'agilité de ses banquiers et de ses entrepreneurs. C'est en s'appuyant sur ces trois points que le Liban peut retrouver une place au Proche-Orient. Cette reconquête a d'ailleurs déjà commencé.